



Pourquoi l'Uruguay veut un accord de libre-échange AELE-Mercosur

La mission économique de la secrétaire d'État Helen Budliger Artieda en Uruguay montre à quel point ce pays de 3,5 millions d'habitants aspire à un accord de libre-échange avec les États de l'AELE. Le développement économique de l'Uruguay dépend fortement de sa capacité à s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales.

L'Uruguay est une économie ouverte en croissance

Le pays est attractif, la qualité de vie élevée. Montevideo, la capitale, est une destination très prisée des croisières, mais aussi de la main-d'œuvre étrangère. Les zones de libre-échange en plein essor créent des emplois intéressants aux salaires supérieurs à la moyenne. En même pas vingt ans, le produit intérieur brut (PIB) de l'Uruguay a triplé. Le revenu par habitant avoisine USD 22 000/an et est le plus élevé de tous les pays du Mercosur.

Grâce à une grande stabilité politique et macroéconomique, l'Uruguay offre une bonne base pour une place économique ouverte et moderne. Dans les échanges avec les représentants politiques et économiques, il est vite apparu que le pays va maintenir ce cap. Il affiche un taux d'endettement de tout juste 52 % du PIB, ce qui est excellent, surtout pour l'Amérique latine. En ce qui concerne le degré de corruption, l'Uruguay arrive en 14^e position sur 180 pays (IPC, 2022). Situé entre le Brésil au nord, le Paraguay à l'ouest et l'Argentine au sud, il est

géographiquement bien placé, comme le montre une visite du port commercial de Montevideo. Celui-ci fait l'objet de développements constants pour garantir une prise en charge efficace des nombreux navires de marchandises.

Le commerce, autant une chance qu'une nécessité

Si l'Uruguay a dans le passé surtout exporté de la viande, on observe un changement structurel depuis quelques années. Le pays s'établit toujours plus comme site de production industrielle et de services. De nombreuses multinationales – et notamment des entreprises de renom suisses – ont continuellement renforcé leur présence sur place tandis que des matières premières ou produits intermédiaires sont importés, transformés, puis exportés sous forme de produits finis. En raison de l'étroitesse de son marché intérieur, l'Uruguay a cependant besoin de l'accès aux marchés internationaux.

Le pays est particulièrement attentif au développement durable. Ainsi, 97 % de l'électricité sont produits grâce à l'énergie hydraulique, éolienne et solaire. Les valeurs en matière de développement durable sont les meilleures de toute l'Amérique latine. Pour le financement durable de l'État aussi, l'Uruguay affiche de grandes ambitions et a souscrit des obligations vertes auprès de la Banque mondiale. Plus le pays atteint les objectifs de développement durable qui y sont fixés, plus le taux d'intérêt sera bas. Le recyclage des déchets est un des domaines qui posent encore problème.

Accord de libre-échange AELE-Mercosur prioritaire

L'Uruguay est un membre du Mercosur, avec l'Argentine, le Brésil et le Paraguay. Cette union douanière impose des droits d'importation élevés à l'égard des pays tiers. Cela se répercute sur l'importation de machines et de produits intermédiaires et affecte la compétitivité internationale de l'Uruguay. Le pays a créé avec succès des zones de libre-échange, mais pour profiter de l'exonération des droits de douane qui s'y applique, il faut que les biens importés soient réexportés après avoir été transformés. Ailleurs, les entreprises indigènes doivent payer les droits d'importation élevés.

L'évolution récente a prouvé que l'Uruguay est un site de choix pour les entreprises à vocation internationale dans l'industrie et les services. Pour que sa place économique puisse continuer d'évoluer en ce sens, le pays a néanmoins besoin d'accords de libre-échange. L'Uruguay a été très clair à ce sujet lors du récent sommet du Mercosur, demandant explicitement – avec le Paraguay – la signature de l'accord AELE-Mercosur.